

Pénurie de masques - "On n'a rien appris, rien préparé!"

- 01.04.2020
- L'illustré
- Christian Rappaz Photos Darrin Vanselow

On rembobine. Le 28. février 2020, le du Département de l'intérieur, Alain Berset, annonce l'interdiction de manifestations réunissant plus de 1000 personnes sur tout le territoire. La Suisse recense alors neuf cas avérés d'infection au coronavirus et zéro décès. Trente jours plus tard, la statistique a été multipliée par...

1666: près de 15000 personnes infectées (12% des individus testés) et pas loin de 250 décès. La faute à un virus hautement contagieux, dont la vitesse de propagation est sans commune mesure avec celle d'une grippe saisonnière. x8 Chaque personne contaminée par le coronavirus infecte en moyenne 8 personnes si elle n'a pas pris de mesure de protection. ► Selon les scientifiques, une personne atteinte de cette dernière contamine en moyenne 1,2 de ses semblables alors qu'un individu touché par le Covid-19 en infecte 8 s'il n'a pris aucune mesure de protection. Dès l'annonce du Conseil fédéral, la population se rue donc logiquement sur le matériel sanitaire de première nécessité: le gel hydroalcoolique et les masques surtout, mais constate à ses dépens que le pays manque de tout.

«La Suisse est désarmée pour combattre le fléau, alors que nous aurions largement eu le temps de nous préparer à une pandémie qu'on voyait arriver gros comme une montagne après les alertes de la grippe aviaire, du SRAS et de la grippe H1N1», s'indigne l'ex-conseillère nationale bâloise Susanne Leutenegger Oberholzer, l'une des premières à avoir tiré la sonnette d'alarme. En 2006! IDes chiffres qui accusent A l'heure où le pays vit des heures dramatiques, il ne s'agit pas d'engager une chasse aux sorcières ni de trouver des boucs émissaires. Mais une fois la crise passée, il faudra bien en revanche que nos gouvernants rendent des comptes sur la manière dont ils ont été complètement pris de court. Deux chiffres, confirmés par l'Office fédéral pour l'approvisionnement économique (OFAE), démontrent mieux qu'une longue diatribe l'étendue du désastre. Alors que 625000 personnes travaillent dans le secteur médical en Suisse, et même 50000 supplémentaires si l'on tient compte du personnel engagé pour les visites dans les centres de jour pour personnes âgées, d'aide aux réfugiés et aux démunis (statistiques fédérales), la réserve stratégique de masques FFP2 qui leur était dédiée n'était que de 170000 unités, au lieu des 745000 prévus.

Comment expliquer pareille lacune alors que le plan national de pandémie, établi il y a une quinzaine d'années et régulièrement remis à jour, détaille chaque besoin, presque à la pièce près? Par exemple: 30 millilitres par jour de désinfectant pour les mains par personne exposée, ou encore 336 masques d'hygiène de réserve par personne en contact avec les clients dans les cabinets médicaux et les pharmacies. Ces réserves ont bien de la peine à se matérialiser, malgré les rumeurs faisant état de stocks exhumés çà et là, par l'OFSP ou par l'armée. A l'heure où les Etats s'arrachent - pour ne pas dire se volent - les stocks de masques et où le prix de ces derniers explose, Philippe Béchade, directeur des Publications Agora à Paris, estime qu'en temps normal quelques dizaines de millions d'euros auraient permis d'acheter 1 milliard de masques d'hygiène et plus d'un demi-milliard de FFP2. «J'ai été horrifié d'apprendre que nous manquions de tout» Robert Steffen, «père» du plan de pandémie 2 Des alertes ignorées En préambule à son interpellation du 24 mars 2006 (lire l'encadré), Susanne Leutenegger Oberholzer écrit ceci: «Certains économistes considèrent qu'une pandémie est le principal risque qui plane sur l'économie mondiale, et donc aussi directement sur la Suisse. Après les réponses

peu concrètes que j'ai obtenues à l'heure des questions du 20 mars 2006, je charge le Conseil fédéral de répondre à ces cinq nouvelles questions.

» D'autres parlementaires ont pris le sillage de la Bâloise à cette époque. Ainsi, le 18 juin 2007, feu la socialiste fribourgeoise Liliane Chappuis interpelle le collègue de la manière suivante: «Si la Confédération croit à l'efficacité du port de masques de protection et recommande aux gens de les porter, pourquoi ne s'organise-t-elle pas elle-même pour que toute la population en ait?» Suite à son décès subit d'un infarctus, une semaine plus tard, sa question restera à jamais sans réponse. Puis, le 30 avril 2009, c'est au tour de l'UDC zurichois Thomas Hurter, inquiet de l'apparition de la grippe porcine au Mexique, de prier le Conseil fédéral de répondre à une série de questions, dont deux ont retenu notre attention: les dispositifs de crise des cantons pour faire face à une pandémie sont-ils suffisants, et quelles mesures l'OFSP prévoit-il pour réaliser rapidement des diagnostics de masse? Dans les deux cas, le CF rassure et assure avoir la situation bien en main. 3 Des autorités qui auraient menti? La question est grave. Et pourtant, à la lecture de certains documents, elle paraît légitime.

Au chapitre 9.1.3 du plan de pandémie, page 55, on lit par exemple: «En Suisse, la capacité de production des désinfectants est suffisante et elle peut être augmentée en cas de pandémie. Il n'existe donc aucune obligation de constituer des stocks.» Idem concernant les masques de protection.

Alors qu'au point 10.1.3 il est écrit qu'il n'existe pas d'obligation de stocker des masques d'hygiène, un peu plus loin, on explique que l'on recommande de disposer de quatre masques d'hygiène par jour pour tout le personnel de santé (soit à peu près 2,5 millions d'unités), ou encore d'une réserve de 50 pièces par habitant (soit environ 40 millions). Une cacophonie qui laisse perplexe le professeur Robert Steffen (79 ans), considéré comme le père du plan de pandémie (l'un des premiers au monde par ailleurs) et qui, à ce titre, a présidé la commission suisse de la pandémie de 1995 à 2007. «J'ai été horrifié d'apprendre que nous manquions de tout dès le début.

Je ne m'explique pas ce bug. A l'époque, notre mission était de cerner les besoins. Tout était prévu en matière de stockage de médicaments, de masques de protection et d'autre matériel. Cela a visiblement été négligé. Malheureusement, je suis trop loin de la question désormais pour dire ce qui a mal tourné», confie, avec une pointe d'accent neuchâtelois hérité de sa mère, ce spécialiste de la médecine des voyages qui œuvre encore en qualité de consultant auprès de l'OMS, notamment comme président de la commission d'urgence Ebola.

4 De la recherche d'un coupable Il faut bien sûr se garder de conclusions hâtives puisque la plupart des décisions ont sans doute été prises dans le cadre d'une chaîne de responsabilités partagées. Prudents, nous avons donc posé la question à la présidente de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique, la PDC argovienne Ruth Humbel, connue pour exercer un nombre record de mandats dans les domaines de la santé, des assureurs, des cliniques privées, des pharmas et de la recherche sur le cancer. «Je suis incapable de vous répondre. Nous devons pourtant trouver des explications crédibles, car les manquements s'avèrent très graves en matière de santé publique et de conséquences économiques», constate la juriste alémanique, qui pointe du doigt la pharmacie de l'armée. Dans le plan sanitaire de la Confédération, il est vrai que cette dernière se voit attribuer certaines compétences logistiques.

«La pharmacie de l'armée est chargée de stocker et de distribuer les réserves de masques de la Confédération, mais pas de les constituer. Ce sont les hôpitaux et les cantons qui ont cette responsabilité», précise Andréas Bûcher, responsable de la communication du Département de la défense, qui constate, comme s'il s'agissait d'une consolation, que «tout le monde doit faire

face à une pénurie, pas seulement la Suisse». 5 Des cantons responsables Force est de reconnaître que les cantons ne sont pas exempts de reproches dans cette triste affaire. Alors que Vaud déclare utiliser entre 500 000 et 1 million de masques par semaine, selon le médecin cantonal Karim Boubaker, cité par Le Temps, le canton ne fait face que grâce aux livraisons de la Confédération, laquelle affirme en avoir déjà fourni 16,5 millions à l'ensemble du pays ce dernier mois. «Aucune pharmacie valaisanne n'en a reçu un seul et encore moins du Département cantonal de la santé.

De Brigue à Saint-Gingolph, il y a zéro masque à vendre», se désole Alain Guntern, président de Pharmavalais. «Le stockage des masques figurant dans les recommandations du plan de pandémie a été respecté de manière très variée d'un canton et d'un hôpital à l'autre», reconnaît Tobias Bar, responsable de la communication de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de la santé, avant de concéder: «Il y a des recommandations claires à suivre pour éviter la pénurie et on peut douter que celles-ci aient été suivies de manière rigoureuse.» Ce constat confirme un rapport établi en décembre 2018 par le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS), qui soulignait que les stocks de matériel et de médicaments réalisés par les cantons étaient insuffisants dans le contexte d'une pandémie. Au cours du week-end dernier, la Confédération, via le DDPS, a assuré disposer encore de 6 millions de masques d'hygiène et de 403000 masques de protection, tout en espérant recevoir bientôt 20 millions de la première catégorie et 950 000 de la seconde. • Les types de masques Quelle est la différence entre le masque dit «chirurgical» et le fameux FFP2, devenu l'objet de toutes les convoitises? Le masque anti-projections D'abord conçu pour les malades eux-mêmes, il piège les sécrétions en retenant près de 95% des particules expirées mais ne filtre pas l'inhalation des agents infectieux transmissibles par voie aérienne.

Il est à changer toutes les 3 heures. Le FFP2 Dotés de coques ou de valves, ces masques de protection respiratoire filtrent près de 92% des particules dans l'air. Sa durée de vie moyenne est de 8 heures. Le masque en bec de canard Son efficacité est comparable à un masque FFP2. Ces derniers sont la protection de référence en cas d'épidémie et réservés au personnel hospitalier.

«On savait que ça allait arriver» Conseillère nationale durant vingt-trois ans, la Bâloise Susanne Leutenegger Oberholzer avait prévenu le Conseil Fédéral d'un risque élevé de pandémie. La première fois en 2006. S* 1. Comment le Conseil fédéral évalue-t-il le risque de pandémie en Suisse et en Europe? 2. Quel risque une pandémie de grippe fait-elle planer sur l'économie mondiale? 3.

Comment le Conseil fédéral évalue-t-il le risque pour l'économie suisse? 4. A-t-il mis au point un système de pré-alerte? 5. Quelles mesures concrètes a-t-il prises pour prévenir l'effondrement de l'économie par suite d'une pandémie?» Ces questions posées à nos sept Sages ne datent pas de la dernière session parlementaire mais du 24 mars 2006! Leur auteure, Susanne Leutenegger Oberholzer, 72 ans, n'exulte pas. «Le monde venait de vivre l'épidémie de SRAS et il apparaissait clairement, aux yeux de ceux qui voulaient le voir en tout cas, que dans une société aussi globalisée, une pandémie comparable à celle que nous vivons nous pendait au nez», se souvient-elle. Pour l'ancienne élue de Bâle-Campagne, qui a siégé sous la Coupole de 1987 à 1991 puis de 1999 à 2018, les conseillères et conseillers fédéraux qui se sont succédé depuis cette époque font malheureusement partie de ceux qui n'ont pas voulu voir.

«Les pénuries dont nous souffrons aujourd'hui l'attestent: on n'a rien appris, rien préparé. Et Dieu sait si nous avons eu le temps de le faire. C'est nul. Et choquant. Comme quand Simonetta Sommaruga, la présidente de la Confédération, vient à la télévision pour remercier le peuple de sa participation à l'effort de confinement pour lui faire oublier cette incroyable impréparation»,

déplore la Grisonne d'origine, contrainte de passer chaque soir au four le masque qu'il lui reste pour tenter de le régénérer.

Susanne Leutenegger Oberholzer s'offusque également des ruptures de stock de gel désinfectant et de réactifs pour les tests de coronavirus. «Avec les grandes pharmas que nous avons sur notre territoire, c'est grotesque. J'ai entendu que Syngenta, qui a passé en mains chinoises en 2017, participait à compenser le manque avec son unité de Monthey. Un comble.» «SLO» n'est pas la seule à avoir tiré la sonnette d'alarme.

Thomas Hurter, un UDC zurichois, feu Liliane Chappuis, socialiste fribourgeoise, ou encore Liliane Maury Pasquier ont tour à tour interpellé le collège gouvernemental dans le même sens ces quinze dernières années. «La grippe aviaire, le SRAS, le H1N1 ont représenté autant de signaux d'alarme d'une pandémie à venir», estime la socialiste genevoise, qui vient de prendre congé du parlement. Dans la foulée de son interpellation sur la gestion de nos frontières en cas de pandémie, la Suisse a signé un accord de collaboration sanitaire avec la France, rappelle la sage-femme, désormais à la retraite. Un accord pour rien puisque les deux pays se trouvent dans la même B B situation de pénurie. • «Cette course aux masques est surréaliste» Directeur médical de Vigimed à Martigny, un centre qui regroupe une vingtaine de médecins, le docteur Marcel Moillen cherche désespérément à renflouer ses stocks.

Comme beaucoup d'autres, votre structure s'est rapidement retrouvée en panne de masques... En effet. Il y a environ un mois, le Département valaisan de la santé nous a fait parvenir 100 masques chirurgicaux à jeter et 3 masques FFP2 par médecin généraliste.

Un stock qui a vite été épuisé. N'est-ce pas aussi de votre responsabilité d'assurer un stock suffisant? Notre stock usuel de 1500 masques correspond aux besoins de nos activités. En moyenne, nous en utilisons une dizaine par semaine, le double parfois, à l'occasion du pic de la grippe saisonnière, par exemple. Mais c'est aux autorités sanitaires de gérer les stocks. Et là, vous essayez d'en obtenir par tous les moyens.

.. Une société valaisanne active dans le textile a assuré pouvoir nous livrer 5000 masques chirurgicaux dans les dix jours. Nous avons dû les payer d'avance, 1 fr. 70 pièce plus TVA alors qu'ils coûtent quelques dizaines de centimes habituellement.

Mais entre deux, cette entreprise nous a fait savoir que les difficultés d'approvisionnement pouvaient influencer sur le délai de livraison. On ne peut rien faire d'autre qu'attendre. Cette insensée course aux masques est surréaliste. Au cours de notre conversation, vous avez évoqué le cas d'une personne qui a été touchée par le virus..

. Oui. Malgré son âge (35 ans), cette personne a dû être hospitalisée. Elle n'a finalement pas été intubée mais placée sous oxygène. Après six jours, elle a pu quitter l'hôpital, qui lui a donné deux masques chirurgicaux en tout et pour tout, alors qu'elle était encore coronapositive et qu'elle a un mari et une petite fille. C'est dire où l'on en est. •